2262 (XXII). Question de la Rhodésie du Sud

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question de la Rhodésie du Sud,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant en outre toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux au sujet de la question de la Rhodésie du Sud,

Rappelant en outre que le Conseil de sécurité a déclaré dans sa résolution 232 (1966) du 16 décembre 1966 que la situation en Rhodésie du Sud constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales,

Rappelant en outre que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a déclaré à plusieurs reprises que le régime minoritaire raciste en Rhodésie du Sud est illégal, qu'il ne négocierait pas avec ce régime au sujet de l'avenir de la Rhodésie du Sud et qu'il n'accorderait l'indépendance que lorsque le gouvernement de la majorité serait établi dans le territoire,

Notant que les sanctions économiques appliquées jusqu'à présent n'ont pas réussi à provoquer la chute du régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud,

Notant avec un profond regret que le Gouvernement du Royaume-Uni n'a pas su prendre les mesures nécessaires pour abattre le régime minoritaire en Rhodésie du Sud,

1. *Réaffirme* la légitimité de la lutte du peuple du Zimbabwe pour rétablir son droit inaliénable à la liberté et à l'indépendance;

2. *Condamne* la politique d'oppression, de discrimination raciale et de ségrégation pratiquée en Rhodésie du Sud, qui constitue un crime contre l'humanité;

3. *Réaffirme* l'obligation de la Puissance administrante de transférer le pouvoir sans plus tarder au peuple du Zimbabwe sur la base d'élections organisées selon le principe "à chacun une voix";

4. *Condamne* le fait que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en sa qualité de puissance administrante, n'a pas pris et n'a pas voulu prendre de mesures efficaces pour renverser le régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud et pour transférer le pouvoir au peuple du Zimbabwe;

5. *Affirme sa conviction* que les sanctions adoptées jusqu'à présent ne mettront pas fin au régime illégal de la minorité raciste et que, pour atteindre leur objectif, les sanctions devront être générales et obligatoires et être appuyées par la force;

6. *Réaffirme en outre* que le seul moyen rapide et efficace pour la Puissance administrante d'écraser la rébellion dans le territoire est d'employer la force;

7. *Demande à nouveau* au Gouvernement du Royaume-Uni de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires, y compris le recours à la force, pour mettre fin au régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud et pour assurer l'application immédiate de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes;

8. *Considère* que toutes futures consultations engagées par la Puissance administrante pour déterminer l'avenir de la Rhodésie du Sud doivent être menées avec des représentants de tous les partis politiques et non avec le régime illégal et invite la Puissance administrante à procéder immédiatement à des consultations avec les représentants des partis politiques favorables à la règle du gouvernement par la majorité;

9. *Condamne* les activités de tous les Etats qui, à l'encontre des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, commercent encore avec le régime illégal de la minorité raciste dans le territoire et invite tous ces Etats à rompre immédiatement toutes relations, économiques et autres, avec ce régime, conformément auxdites résolutions;

10. *Condamne* les activités des intérêts étrangers, financiers et autres, qui, en appuyant et en assistant le régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud et en exploitant les ressources humaines et matérielles du territoire, compromettent l'application effective des sanctions imposées jusqu'à présent et empêchent le peuple africain du Zimbabwe d'accéder à la liberté et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et demande aux gouvernements des Etats intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à ces activités;

11. *Condamne* dans les termes les plus énergiques la politique des Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal, qui continuent d'apporter leur appui au régime illégal de la minorité raciste, au mépris flagrant des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité;

12. *Condamne également* la présence de forces armées sud-africaines en Rhodésie du Sud et l'aide en armes fournie par les autorités sud-africaines au régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud tendant à réprimer la lutte légitime entreprise par le peuple du Zimbabwe pour recouvrer ses droits à la liberté et à l'indépendance;

13. *Exprime sa profonde inquiétude* devant la grave menace que les forces mentionnées au paragraphe 12 ci-dessus constituent pour l'intégrité territoriale et la souveraineté des Etats africains indépendants de la région;

14. *Demande* à la Puissance administrante de procéder à l'expulsion immédiate de toutes les forces armées sud-africaines de la colonie de Rhodésie du Sud et d'empêcher toute assistance armée au régime rebelle;

15. *Condamne vigoureusement* la détention et l'emprisonnement de nationalistes africains en Rhodésie du Sud et invite la Puissance administrante à obtenir leur libération immédiate et sans conditions;

16. *Demande instamment* à tous les Etats d'apporter d'urgence tout leur appui moral et matériel aux mouvements de libération nationale du Zimbabwe, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Organisation de l'unité africaine;

17. *Attire l'attention* du Conseil de sécurité sur la nécessité d'appliquer les mesures nécessaires envisagées au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, en raison de la détérioration de la grave situation qui existe en Rhodésie du Sud;

18. *Adresse un appel* aux institutions spécialisées intéressées et aux autres organisations internationales de secours pour qu'elles aident et assistent les réfugiés

du Zimbabwe et ceux qui sont opprimés par le régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud, en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine et, par son intermédiaire, avec les mouvements de libération nationale dans le territoire colonial de la Rhodésie du Sud;

19. *Prie* le Secrétaire général de favoriser, par l'intermédiaire des divers organes et institutions des Nations Unies, la diffusion générale et suivie des travaux de l'Organisation des Nations Unies concernant cette question, afin que l'opinion mondiale puisse être suffisamment informée de la grave situation qui existe dans le territoire colonial de la Rhodésie du Sud et de la lutte constante que mène pour sa libération le peuple du Zimbabwe;

20. *Prie* le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de continuer à étudier la situation dans le territoire et invite le Secrétaire général à faire connaître au Comité spécial dans quelle mesure les Etats Membres appliquent les résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui concernent le territoire;

21. *Demande* à la Puissance administrante de faire rapport au Comité spécial sur les mesures qu'elle aura prises pour mettre en œuvre la présente résolution;

22. *Décide* de maintenir la question de la Rhodésie du Sud à son ordre du jour.

1594^e séance plénière,
3 novembre 1967.

2270 (XXII). Question des territoires administrés par le Portugal

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question des territoires sous domination portugaise,

Ayant entendu les déclarations des pétitionnaires,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant en outre toutes les résolutions pertinentes relatives aux territoires sous domination portugaise adoptées par l'Assemblée générale, par le Conseil de sécurité et par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Prenant acte du rapport du Cycle d'études international sur l'apartheid, la discrimination raciale et le colonialisme dans le sud de l'Afrique, qui s'est tenu à Kitwe (Zambie) du 25 juillet au 4 août 1967¹,

Profondément troublée par l'attitude négative du Gouvernement portugais et son refus persistant d'appliquer les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

Gravement préoccupée par la situation critique et explosive qui menace la paix et la sécurité internationales du fait de la continuation de la répression et des opérations militaires entreprises contre les populations africaines des territoires sous domination portugaise,

Notant de nouveau avec une profonde inquiétude que les activités des intérêts économiques et financiers étrangers dans ces territoires se poursuivent avec la

même intensité et continuent à faire obstacle aux aspirations légitimes des peuples africains,

Notant en outre avec une profonde inquiétude que le Portugal continue d'utiliser l'assistance et les armes qu'il reçoit de certains Etats, et en particulier de ses alliés militaires, contre la population de ces territoires,

Notant avec satisfaction les progrès accomplis par les mouvements de libération en vue d'atteindre leur indépendance nationale et leur liberté tant par la lutte que par la mise en œuvre d'un programme de reconstruction,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général ayant trait aux consultations qu'il a eues avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en application des résolutions 2184 (XXI) et 2202 (XXI) de l'Assemblée générale, en date des 12 et 16 décembre 1966²,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable des peuples des territoires sous domination portugaise à la liberté et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, ainsi que la légitimité de leur lutte pour recouvrer ce droit;

2. *Approuve* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif aux territoires sous domination portugaise³ et fait siennes les conclusions et recommandations qui y figurent;

3. *Condamne énergiquement* le refus persistant du Gouvernement portugais d'appliquer les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Comité spécial, ainsi que les actes de ce gouvernement qui visent à perpétuer sa domination oppressive de puissance étrangère;

4. *Condamne énergiquement* la guerre coloniale menée par le Gouvernement portugais contre les peuples pacifiques des territoires sous sa domination, guerre qui constitue un crime contre l'humanité et une menace grave à la paix et à la sécurité internationales;

5. *Condamne* la politique du Gouvernement portugais qui viole les droits économiques et politiques de la population autochtone en procédant à l'installation d'immigrants étrangers dans les territoires et en envoyant de force des travailleurs africains en Afrique du Sud, et invite ce gouvernement à arrêter immédiatement l'afflux systématique d'immigrants étrangers dans lesdits territoires, ainsi que l'envoi forcé de travailleurs africains en Afrique du Sud;

6. *Condamne énergiquement* les activités des intérêts financiers opérant dans les territoires sous domination portugaise, qui exploitent les ressources humaines et matérielles de ces territoires et font obstacle au progrès de leurs peuples vers la liberté et l'indépendance;

7. *Demande instamment* au Gouvernement portugais d'appliquer sans délai aux peuples des territoires sous sa domination le principe de l'autodétermination conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et aux autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et en particulier de prendre les mesures suivantes:

² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 66 de l'ordre du jour, document A/6825.

³ *Ibid.*, additif au point 23 de l'ordre du jour (A/6700/Rev.1), chap. V.

¹ A/6818 et Corr.1.